

## ÉDUCATION POPULAIRE

# Pour réenchanter le travail social

Souvent réduite à sa dimension d'animation et de loisirs, l'éduc pop, vaste mouvement d'expérimentations à la citoyenneté et de pratiques pédagogiques horizontales, se renouvelle doucement grâce à ses marges les plus militantes. De quoi repolitiser un champ du social qui en a bien besoin.

**É** DUCATION POPULAIRE ET TRAVAIL SOCIAL SONT DE VIEUX COMPAGNONS DE ROUTE, cheminant côte à côte depuis plus d'un siècle.

Eprouvés chacun par les exigences du système néolibéral, les dérives de la professionnalisation et leur dépendance aux pouvoirs publics, les deux secteurs semblent trouver un second souffle lorsque leurs marges les plus militantes se rencontrent pour se réinventer. Et si l'éducation populaire constituait, en tant que source d'inspiration et d'espace de réflexion, l'une des voies pour réenchanter l'éducation spécialisée et, plus généralement, l'action sociale ? Et si cette quête du politique, de la participation citoyenne, de l'horizontalité était la solution pour réconcilier une famille professionnelle désabusée avec ses idéaux ?

« Je suis convaincue de la nécessité, voire de l'urgence, de tisser davantage de liens entre les deux », estime Alice Dumoulin, ancienne formatrice, assistante sociale de formation et auteure d'un ouvrage recueillant des récits croisés de travailleurs sociaux sur le terrain (1). *Educateurs, assistantes sociales, conseillers en économie sociale et familiale, tous devraient s'emparer des pratiques de l'éducation populaire pour arrêter de subir leurs métiers. Ils seraient alors mieux armés pour construire des savoirs collectifs, tant pour eux-mêmes qu'auprès des personnes qu'ils accompagnent, et réfléchir sur leur posture de travailleur social : suis-je là pour amener les personnes à entrer dans un moule et à servir la normalisation ou pour les émanciper et leur permettre de développer leurs propres ressources ?*

Longtemps impliquée dans des réseaux d'éducation populaire dits « politiques », dont l'ancienne société coopérative et participative (Scop) Le Pavé, Alice

Dumoulin est persuadée que la crise d'attractivité des métiers du social et la perte de sens inhérente à l'évaluation permanente et à la multiplication des tâches administratives pourraient être résorbées via les outils de ce secteur. « Même si ces pratiques risquent de rester à la marge, elles créeront un rapport de force, au sens démocratique du terme, explique-t-elle. C'était d'ailleurs la vocation des assistantes sociales pionnières : faire remonter à l'Etat ce que les personnes vivaient pour faire évoluer les politiques sociales. »

## NÉBULEUSE MULTIFORME

Issue de trois courants distincts – les mouvements laïcs, autour de la Ligue de l'enseignement, le catholicisme social et le mouvement ouvrier réformiste – l'éducation populaire est aujourd'hui une expression valise, un concept fourre-tout. Un vaste ensemble de théories émancipatrices et de pratiques plus ou moins novatrices,

qui n'a cessé de se transformer depuis son apparition au XIX<sup>e</sup> siècle. « Relèvent de l'éducation populaire tous ceux qui s'en réclament », avait coutume de dire Françoise Têtard, figure incontournable de l'histoire de l'éducation populaire. Une définition qui traduit bien le flou nimbant les contours de cette nébuleuse multiforme, fourmillante mais en perte de vitesse. Son âge d'or, qui a couru jusqu'aux années 1990, semble avoir perdu de sa superbe.

« L'éducation populaire a pris cher », regrette Thierry Piot, professeur en sciences de l'éducation au sein du Cirnef (Centre interdisciplinaire de recherche normand en éducation et formation), à l'université de Caen. *Les animateurs ont massivement perdu leurs racines militantes. Il y a eu une rupture de transmission. Le loisir est devenu un objet de consommation et plus un objet d'émancipation. Il y*



« Relèvent de l'éducation populaire tous ceux qui s'en réclament »



*a bien quelques gardiens du temple, une petite flamme, mais sans beaucoup d'oxygène pour l'alimenter.» L'enseignant corrèle cet état des lieux plutôt sévère à la professionnalisation et à la technicisation de l'éducation populaire. Une tendance qu'il a également observée dans le secteur du travail social. « Il n'est plus question que de référentiels de compétences, de technologie... C'est un truc sec, l'âme n'est plus là. On a un social assujéti à des coupes budgétaires, qui ne rémunère pas correctement des gens qui, au bout de trente ans de carrière, sont à peine au-dessus du Smic, et une éducation populaire complètement segmentée, territorialisée, hyper-institutionnalisée. Tout cela manque de souffle et les gens s'épuisent. »*

### ACTE ÉDUCATIF INQUANTIFIABLE

Educateur spécialisé et animateur pendant une dizaine d'années dans des séjours adaptés pour enfants en situation de handicap, Nicolas Bucamp note lui aussi que les champs de l'éducation populaire et du travail social souffrent des mêmes écueils. « Animateurs et travailleurs sociaux étaient formés à la base pour détecter les besoins des gens selon un diagnostic de territoire. A partir des besoins repérés, ils montaient un projet. Aujourd'hui, nous ne sommes plus du tout dans la même dynamique. Tous les projets émanent de l'ARS [agence régionale de santé] ou de la direction de la culture, de la jeunesse et des sports, qui missionnent des spécialistes venus des hautes sphères institutionnelles. Cette logique descendante met le travailleur social ou l'acteur de l'éducation populaire en porte à faux.

*Ils sont obligés de rendre compte de leur efficacité en termes de participation ou de temps alloué. La valeur d'un acte éducatif ne peut pourtant pas se quantifier en chiffres. »*

Fragilisés par les mêmes logiques économiques et technocratiques, ces deux secteurs seront probablement sauvés par la même volonté de s'affranchir d'un système qui les étouffe à petit feu. Une destinée jumelle pour des champs qui n'ont cessé de s'entremêler en s'adressant aux mêmes publics, en partageant les mêmes territoires et en essayant de résoudre la question des inégalités sociales. Ancien éducateur de prévention et ancien directeur de l'Association de prévention spécialisée et d'action sociale au quartier de La Meinau, à Strasbourg, Rudy Wagner estime d'ailleurs qu'une telle proximité rend leur distinction très artificielle. « C'est un non-sens. Sur le terrain, nous travaillons main dans la main avec nos collègues animateurs. Même si nous avons quelques divergences, entre autres liées au manque d'expérience de certains d'entre eux, nous avons toujours coordonné nos actions avec les centres socio-culturels. »

Après guerre, alors que les « blousons noirs » affolent la population et qu'émerge le concept de prévention spécialisée, les « clubs et équipes de prévention d'enfants » relèvent du Haut-Commissariat à la jeunesse et aux sports. Tout comme les organismes affiliés à l'éducation populaire. Il faudra attendre le début des années 1970, pour que la prévention soit rattachée au secteur de l'aide sociale à l'enfance. Dès lors, animateurs et éducateurs n'ont plus les

mêmes organismes de tutelle, les mêmes financements, ni la même reconnaissance. « Si nous partageons avec l'éducation populaire la notion cardinale de l'« aller vers », depuis quelques années, les animateurs sociaux sont beaucoup moins dans la rue, moins impliqués, regrette Rudy Wagner. Souvent très jeunes, ils ne sont pas assez formés. Du coup, ils ne restent pas longtemps en poste. Leur secteur est encore plus en crise que le nôtre, c'est dire ! »

### NOUVEAU PRÉCARIAT

Animateurs et éducateurs, compagnons d'infortune ? Ils semblent en tout cas grossir ensemble les rangs d'un nouveau précarité. « Ils ont la même non-qualité de salariat », pointe Florence Ihaddadene, maîtresse de conférences en sciences de l'éducation à l'université de Picardie-Jules Verne. Davantage au contact d'un secteur associatif tourné vers les loisirs et la culture qu'à celui du travail social, la chercheuse note tout de même de grandes similitudes lorsqu'il s'agit des conditions de rémunération. « Ce sont des laboratoires des formes de précarité et de dérogation au droit du travail. Toutes ces pratiques professionnelles sont rendues possibles – pour certains gratuitement – au nom de l'engagement et de la citoyenneté. Les plus inexpérimentés dans les métiers de l'animation (à travers les emplois aidés, les emplois jeunes, les TUC [travaux d'utilité collective] ou le service civique) sont propulsés dans des dispositifs où ils sont à la fois travailleurs et bénéficiaires. Une partie d'entre eux, en général des femmes plutôt diplômées, vont ensuite devenir salariés, mais l'immense majorité des autres, des hommes sans qualification et plus jeunes, passera d'un dispositif de protection sociale à l'autre. »

Manque de formation ou mauvaise formation, c'est bien en amont que l'éducation populaire pourrait être pertinente, en distillant sa philosophie, sa dynamique et ses pratiques moins formatées auprès des professionnels en devenir. En bénéficiant de ce creuset pluridisciplinaire – nourri, entre autres, des travaux du philosophe des Lumières Condorcet et du pédagogue brésilien Paulo Freire –, les futurs responsables de centres sociaux, animateurs de prévention ou travailleurs sociaux seront peut-être mieux outillés pour appréhender leur rôle politique.

C'est en tous cas ce que croit David Rybolowicz, ancien éducateur spécialisé et directeur national adjoint Ceméa France, chargé du pôle « santé, psychiatrie,

interventions sociales » : « S'il est si difficile de faire vivre cette dimension « éducation populaire » dans le cursus des travailleurs sociaux, c'est notamment parce que le milieu de la formation a été touché par une vague d'individualisation et de protocolisation. Chacun son couloir et ses prérogatives. » Un regard étayé par le positionnement des Ceméa, au confluent de l'éducation populaire et du travail social, qui forment aussi bien les animateurs que les personnels soignants intervenant en santé mentale ou les éducateurs spécialisés, les moniteurs-éducateurs et les directeurs de structures. « Je reste néanmoins persuadé que ces questions de réflexions partagées, de regards différents que l'on pose sur ses collègues, sur ses pairs, mais aussi sur les personnes accompagnées, toute cette éducation nouvelle redonnera du sens à leurs pratiques, affirme-t-il. Le travail social est hautement politique, grâce à l'éducation populaire. »

### PHILOSOPHIE ATTRACTIVE

Si l'éducation populaire est une constellation moins fertile depuis une vingtaine d'années (en dépit d'un véritable inventaire à la Prévert d'associations, de fédérations et de mouvements qui s'en revendiquent), sa philosophie, son message, son essence même essaient un peu partout. « Apparait un phénomène de recrudescence de la référence à l'éducation populaire dans tout un tas de secteurs qui ne sont pas forcément étiquetés comme tels, estime Emmanuel Porte, chargé d'études et de recherches à l'Injep (Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire). Il s'agit de collectifs militants, moins professionnalisés et moins tournés vers l'animation socio-culturelle historique, qui se sont réappropriés cette notion pour essayer de la réenchanter et de retrouver son sens politique initial, à savoir la formation du citoyen et la recherche de son émancipation. L'éducation populaire semble à nouveau attractive, mais dans les marges et à petite échelle. Nous sommes dans une phase d'expérimentation. »

Les secteurs privilégiés de ce regain d'amour, aussi confidentiel soit-il, concernent la notion de « pouvoir d'agir », avec les « community organizing » ([voir page 11](#)), où se crée une véritable démocratie d'interpellation, mais aussi les acteurs de l'animation nature qui militent pour la cause environnementale, les passionnés de nouvelles technologies, certains milieux féministes ou encore un mouvement comme Nuit debout. « Les collectifs du type Framasoft, par exemple, défendent la notion de logiciels libres et revendiquent de faire de l'éducation populaire numérique, précise Emmanuel Porte. C'est pareil du côté de l'écologie, vous allez avoir des animateurs socio-culturels qui font des ateliers pédagogiques sur la biodiversité et se retrouvent le weekend dans des manifestations d'Alternatiba. Dans l'éducation populaire comme dans le travail social, nous avons de plus en plus de gens qui sont satisfaits de là où ils travaillent, mais pas de comment ils travaillent. Dans les deux secteurs, ils cherchent à réenchanter leurs pratiques professionnelles. » ● LAURENCE UBRICH

### → DES ASSOCIATIONS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le secteur de la jeunesse et de l'éducation populaire représente environ 630 000 associations, regroupées dans 75 organisations nationales. Soit près de la moitié du nombre total d'associations en France (chiffres 2017). Une partie importante d'entre elles relèvent de l'agrément « jeunesse et éducation populaire », délivré par l'Etat, qui permet l'octroi de subventions ou de financements (fonds de coopération de jeunesse et d'éducation populaire), la délivrance de diplômes (Bafa, BAFD, BPJEPS). Ce label implique le respect de la liberté de conscience, du principe de non-discrimination ou encore l'égal accès des hommes et des femmes, ainsi que celui des jeunes, aux instances dirigeantes.

(1) Travail social et émancipation. « Ça ne fait pas de bruit ! » - A. Dumoulin - Ed. Chronique sociale, 2022.

# Des binômes animateur-éducateur

Le terrain de la prévention spécialisée est l'un des plus propices à la rencontre entre éducation populaire et travail social. Cas d'école à Marseille, où des professionnels issus des deux secteurs œuvrent de concert pour éviter que les jeunes ne glissent dans la délinquance.

**D**ANS LES BOUCHES-DU-RHÔNE, ET NOTAMMENT À MARSEILLE, où la juxtaposition d'une trentaine de quartiers prioritaires et de réalités socio-économiques explosives place la jeunesse en tête des préoccupations, la rencontre entre l'éducation populaire et la prévention spécialisée est une réalité de terrain. Proches philosophiquement, liées historiquement, elles se révèlent complémentaires dans une pratique quotidienne d'accompagnement des 11-18 ans.

A partir de sept centres sociaux (maisons pour tous ou accueils collectifs de mineurs) gérés par Léo-Lagrange Méditerranée, implantés dans la cité phocéenne et à Vitrolles, des binômes associent animateurs de prévention et éducateurs de prévention spécialisée. Les premiers, titulaires d'un brevet professionnel ou d'un diplôme d'Etat supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS ou DESJEPS), sont salariés d'une fédération d'éducation populaire.

Les seconds, éducateurs spécialisés en protection de l'enfance, sont des travailleurs sociaux de l'Addap 13 (Association départementale pour le développement des actions de prévention des Bouches-du-Rhône). «L'entrée est forcément collective pour les deux, parce qu'il est contreproductif de ne faire que du suivi individuel, reconnaît Elisabeth Majan, directrice de Léo-Lagrange Méditerranée et ancienne directrice de centre social. Mais contrairement à l'animateur de prévention, l'éducateur Addap va développer avec le jeune qu'il aura rencontré au collège, dans la rue ou au centre social un parcours d'accompagnement axé sur ses problématiques personnelles et ses besoins.» Selon le principe de la libre adhésion, l'éducateur de rue se place dans une dynamique plus intime que son homologue animateur. Il entre dans le champ de la famille, rencontre les parents et intervient parfois sur des parcours de soins ou d'addictions.

## UNE ANIMATION SPÉCIALISÉE

De son côté, l'animateur de prévention se cantonne à un cadre collectif, avec des actions strictement éducatives. Il encadre des séjours, des sorties ou des activités de loisirs. «Mais il se saisit de l'accompagnement individuel mené par le travailleur social parce qu'il connaît le jeune en question, le voit évoluer au milieu de ses semblables, précise Elisabeth Majan. Il apporte son regard, ses observations. Il sert de relais.» En marge d'un étayage chapeauté par l'aide sociale à l'enfance, les professionnels de la fédération Léo-Lagrange continuent à recevoir les adolescents suivis par l'Addap 13 et à monter des projets concoctés avec eux, selon leurs envies et leur sensibilité. «Mais ce sera toujours en groupe. Nous n'allons pas voir la famille pour



*Séjour encadré par une équipe mixte Léo Lagrange et Addap 13, au cours duquel les jeunes travaillent à la fois sur l'équilibre alimentaire et sur l'équilibre à trouver sur un surf.*

*lui dire que son fils fume du cannabis toute la journée. C'est le rôle de l'éducateur.»*

Le contexte difficile de Marseille – l'ampleur des trafics et des problèmes de délinquance – apporte néanmoins une tonalité particulière à la pratique des centres sociaux. Ici, on est loin de l'occupationnel pur. L'animation est elle aussi spécialisée. «Nous ne sommes plus confrontés à des publics qui viennent simplement pratiquer une activité sportive, à l'image du monde rural, où les jeunes jouent tranquillement au baby-foot, prévient la directrice. Nous sommes obligés d'effectuer nous aussi de la prévention en santé scolaire, de parler de l'usage des stupéfiants et de la rupture des liens parentaux. Certains minots sont encore petits et mignons, mais d'autres sont déjà clairement en déviance totale.»

Outre les échanges journaliers entre binômes, ce partenariat a d'autres applications concrètes : chantiers d'insertion, séjours «Ville vie vacances», autant de dispositifs qui ouvrent des horizons et favorisent le déploiement d'équipes d'encadrement mixtes. «Notre force, c'est le collectif, estime Elisabeth Majan. C'est un vrai facteur d'intégration. Même quand les éducateurs de prévention sont obligés d'intervenir, nous sommes présents en appui, pour réapprendre aux jeunes à vivre ensemble.»

Si les personnels en certification ne sont pas formés pour aller au-devant de certaines situations trop lourdes – resocialiser des adolescents après plusieurs mois de suivi par la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), par exemple –, ils sont nombreux à regarder du côté de l'Addap 13 avec envie. «Il y a un véritable attrait de nos animateurs pour la prévention spécialisée. Entre autres, parce que nous avons de très mauvaises conventions collectives. En termes de salaires, de congés et d'ancienneté, il n'y a pas photo, alors que nous œuvrons dans le même secteur.» ● L. U.



NICOLAS BRUSADELLI,  
DOCTEUR EN  
SOCIOLOGIE ET  
ENSEIGNANT  
À L'UNIVERSITÉ  
D'AMIENS.

## « Les plus engagés inventent le travail social de demain »

Le sociologue Nicolas Brusadelli défend l'idée que l'éducation populaire n'a jamais cessé d'être politique, au sens citoyen du terme. A ses yeux, ce cadre militant représente le creuset d'un renouvellement des pratiques professionnelles du secteur face à un management néolibéral.

### Quelles sont les principales transformations subies ou voulues par l'éducation populaire ?

Alors qu'elle était un espace militant pur jusque dans les années 1960, elle a progressivement généré des politiques publiques et un métier, celui de l'animation. Les organisations d'éducation populaire sont alors devenues un véritable marché professionnel. Une autre transformation, plus récente, tient au mode de régulation de l'action publique. En contribuant à construire la République, pendant l'âge d'or de ces organisations jusque dans les années 1990, elles ont été parmi les associations les plus financées de France, les plus subventionnées, parce que reconnues d'intérêt général – à l'instar de la Ligue de l'enseignement, l'institution la plus puissante et la plus ancienne. Mais le néolibéralisme a modifié les formes d'action de l'Etat et toutes ces organisations sont poussées à devenir des entreprises de l'économie sociale. C'est un bouleversement morphologique, parce qu'il touche à leurs institutions mêmes, obligées de se transformer en interne pour survivre.

prendre part au débat, réussir à se repérer dans les méandres des institutions républicaines. Sans que cela soit corrélé à une militance de parti. Quand les membres de l'éducation populaire ont un engagement électif, il ne va d'ordinaire jamais plus loin qu'un mandat municipal. Ce sont des engagements très locaux, très concrets.

### Face à l'institutionnalisation, quelle marge de manœuvre ceux qui ne s'en satisfont pas peuvent-ils avoir ?

Une réelle recherche d'autonomie apparaît à l'égard de l'Etat, qui en pousse certains à assumer d'aller sur le marché tout en se repolitissant. C'est le cas, par exemple, des sociétés coopératives, des Scop d'éducation populaire, qui ont émergé au début 2000 autour de la figure de Franck Lepage (1). Ce courant porte le discours selon lequel l'éducation populaire ne serait plus ce qu'elle était, que l'animation socio-culturelle ne serait pas vraiment de l'éducation populaire... Un vrai travail d'élaboration intellectuelle est réalisé pour développer leurs activités sans aucune subvention publique. Ces nouvelles structures font de la prestation sur le marché de la formation professionnelle. Elles intègrent d'une certaine manière la logique libérale, mais sans entrer dans une logique capitaliste. C'est une posture qui se situe un peu sur le fil, mais qui leur a permis de se développer tout en restant des coopératives. Comme l'a dit Franck Lepage : « Il y a un marché pour la radicalité. » Cette nouvelle tendance tente de s'ajuster à la nouvelle donne néolibérale tout en essayant de garder son âme.

### Ces nouvelles pratiques concernent-elles aussi le champ du travail social ?

A l'origine, le travail social répondait à un problème politique : celui de la pacification de la société. Pour se réinventer aujourd'hui, il a besoin de se reposer les questions liées à sa place dans la République, à son rôle dans la régulation des tensions, à ce qu'il fait de ses prérogatives. Cet espace nécessaire pour réfléchir, discuter et se remettre en question passe notamment par l'éducation populaire, le secteur le plus politisé du travail social. Au sein des franges les plus militantes, certains cherchent à travers l'histoire ou à l'étranger comment se renouveler. Je pense notamment au concept anglo-saxon de « community organizing », des organisations communautaires qui



« L'éducation populaire représente un univers de pensées et d'actions qui n'a cessé d'infuser dans toute la société »

### Que représente aujourd'hui cette nébuleuse ? Un lieu de réflexion alternative ou essentiellement un ensemble de prestations de loisirs ?

Elle n'est certainement pas réductible à l'activité des centres socio-culturels, à un monde professionnel ou à des dispositifs d'action publique. L'éducation populaire s'est construite dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle comme un espace militant à part entière, tourné vers l'éducation du citoyen. Il s'agit d'un militantisme éducatif visant à construire les conditions d'existence du champ politique républicain et qui perdure jusqu'à aujourd'hui, en dépit de toutes ces transformations. Cette dimension politique demeure parce qu'elle est essentielle : ne serait-ce que pour devenir un cadre de l'éducation populaire laïc, il faut avoir des compétences politiques,

fédèrent, entre autres, les batailles des habitants contre le mal-logement dans les quartiers populaires. Leur vision du travail social passe par des contre-pouvoirs dans lesquels les citoyens font valoir leur parole et défendent leurs intérêts. A travers ce type de collectifs, les plus engagés inventent le travail social de demain. Ils s'orientent vers une pratique plus participative, moins individualisante. Ces jeunes éducateurs spécialisés essaient de repenser leur profession en tentant de nouveaux modes d'action. Cette quête les rapproche des Scop d'éducation populaire qui, elles aussi, sont en train d'innover.

### Professionnels et militants circulent-ils entre éducation populaire et travail social ?

Dès l'origine, l'éducation populaire s'est inscrite dans le cadre du travail social. Elle a cherché à éviter aussi bien les excès du capitalisme que ceux de la révolution marxiste pour régler les problèmes d'insalubrité, d'alcoolisme et d'éducation dans un contexte d'exode rural et de bidonvilles. Le travail éducatif des assistantes sociales – véritables pionnières du travail social – au sein de ce qui deviendra les centres sociaux les a inscrites clairement dans

une démarche d'éducation populaire.

Aujourd'hui, si les personnes ne circulent pas forcément d'un monde à l'autre, l'éducation populaire, elle, le fait ! Elle représente un univers de pensées et d'actions qui n'a cessé d'infuser dans toute la société, et singulièrement dans le travail social. Les frontières sont poreuses, les idées bougent et les mots voyagent. Avec la territorialisation de l'action sociale, les deux secteurs s'adressent aux mêmes publics. animateurs et éducateurs travaillent en permanence dans les mêmes quartiers, se croisent sur les mêmes dispositifs... Ces mondes sont flous et leurs frontières ne sont pas étanches. Il y a des emprunts croisés entre les avant-gardes des deux champs lorsque ces derniers aspirent à ouvrir les possibles professionnels. C'est en essayant de réenchanter leurs pratiques que le travail social et l'éducation populaire se rencontrent. Cela ne pourra venir que des travailleurs sociaux dotés de la plus grande compétence politique. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR L. U.

(1) Militant de l'éducation populaire, à l'initiative du concept de « conférences gesticulées », à mi-chemin entre discours traditionnel et spectacle théâtral.

**À Noël,  
pas de sapin sans  
Sac à Sapin**

**À découvrir !**

PAPIER 100% RECYCLÉ  
3 FORMATS DIFFÉRENTS

**LE COFFRET DE 5 POCHETTES  
POUR EMBELLIR VOS CADEAUX !**

boutique.handicap-international.fr